

**DEKRA Industrial SAS**  
**AGENCE CONSTRUCTION IDF**  
ZAC du Bois Chaland  
10/12 rue du Bois Chaland  
CS 80329  
91029 EVRY CEDEX  
Tel : 01.55.48.23.25

**Maître d'ouvrage :**  
**M Gilles SIOT**  
**ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS**  
**55 Boulevard Diderot**  
**75012 PARIS 12**



## Remplacement centrale SSI Hopital G.Clem

Ouvrage(s) : | HOPITAL GEORGES CLEMENCEAU

### Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises

<b>Maître d'Ouvrage :</b>	ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS 55 Boulevard Diderot 75012 PARIS 12
Mission concernée :	L*, LE, P1, PV, SEI*, STI*
Nature des travaux :	Travaux de mise en conformité

#### Etabli par :

NICOLAS HEYDET

Spécialiste électricité

MOURAD AKLI



#### Validé par :

MOURAD AKLI

Ingénieur généraliste



Référence : **54359139/1**

Nombre de pages : 29

Date : 17 juillet 2025

Ce présent rapport.



\* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC  
Accréditation n° 3-105  
Liste des implantations et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

DEKRA Industrial SAS.  
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1  
[www.dekra-industrial.fr](http://www.dekra-industrial.fr) - N°TVA FR 44 433 250 834  
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>DONNÉES GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU RAPPORT .....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS .....	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION .....	3
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT .....	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS .....	5
1.6	CLASSEMENT .....	6
1.7	FORMULATION DES AVIS .....	7
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS .....	8
<b>2</b>	<b>AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....</b>	<b>9</b>
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS .....	9
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	10
2.3	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE.....	12
2.4	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE .....	28



---

# 1 DONNÉES GÉNÉRALES

---

## 1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission L + LE + P1 + PV + SEI + STI de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

## 1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

### DONNEUR D'ORDRE

**ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE  
PARIS**  
55 Boulevard Diderot  
75012 PARIS 12

### MAITRE D'OUVRAGE

**ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE  
PARIS**  
55 Boulevard Diderot  
75012 PARIS 12

## 1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :**  
91750 CHAMPCUEIL
- **Nature et objet des travaux :**

### Résumé du programme de travaux

Travaux de remplacement du SSI du bâtiment GRUMBACH



### Description des bâtiments

#### HOPITAL GEORGES CLEMENCEAU

Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée : 3

Nombre de niveaux en sous-sol : 2

Nature des locaux principaux : Hôpital

#### ➤ Caractéristiques des ouvrages :

#### Conditions d'accessibilité et desserte :

Conditions existantes non modifiées dans le cadre des travaux

#### Description et isolement par rapport aux tiers :

Conditions existantes non modifiées dans le cadre des travaux

#### ➤ Classement des locaux

##### Locaux à risques particuliers :

Incendie	Sans objet
Explosion	Sans objet .
Choc électrique	Poste de transformation

#### Installations classées :

Néant

#### ➤ Description sommaire des installations techniques

#### HOPITAL GEORGES CLEMENCEAU

Type d'alarme : Alarme de type 1

Catégorie du SSI : A



## 1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Les missions confiées :

L - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables

LE - Solidité des existants

SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et les IGH

PV - Prestation PV relative aux procès verbaux et auto-contrôles des entreprises de construction

### ➤ Limites d'intervention sur existants :

Voir descriptif des travaux.

## 1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

### ➤ Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.



## 1.6 CLASSEMENT

### HOPITAL GEORGES CLEMENCEAU

**Etablissement recevant du public :**

Catégorie : 3

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : U - Etablissements de soin

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à plus de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

**Classement incendie :**

Source de classement : Dossier de maîtrise d'œuvre

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative : 17/07/2025



## 1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.  
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**  
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**  
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**  
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**  
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**  
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



## 1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL DU SSI - CCF SSI ; en date du 26/06/2025	
PLAN DE ZONE DE MISE EN SECURITE INCENDIE ; en date du 26/06/2025	





## 2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

### 2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINÉS	COMMENTAIRES	AVIS
<b>RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE</b>			
<b>Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe</b>			
1	<b>Article GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation</b>	Les falshs lumineux sont-ils prévus dans les sanitaires ?	S
2	<b>Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires</b>	Les PV des matériels seront à nous transmettre	S
3	<b>Article GE 7 Conditions d'application</b>	Les attendus des autorités compétentes sont à nous transmettre.	S
4	<b>Article MS 41 Affichage du plan de l'établissement</b>	A prévoir	S
5	<b>Article MS 47 Consignes</b>	Les consignes doivent être conformes à la norme NF S 60-303	S



## 2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES</i></p> <p><b>Définition générale</b> suivant la norme NF P 03-100</p> <p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p> <p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.</li><li>2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.</li><li>3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.</li><li>4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).</li></ul>	<p>PM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Expression des avis sur l'ouvrage	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM



## 2.3 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>Livre 1</b> <b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b> <b>A TOUS LES</b> <b>ETABLISSEMENTS RECEVANT</b> <b>DU PUBLIC</b></p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p><b>Section 1</b> <b>Classement des établissements</b></p> <p><b>Article GN 1</b> Classement des établissements</p> <p><b>Article GN 2</b> Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p><b>Article GN 3</b> Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p> <p><b>Section 2</b> <b>Adaptation des règles de sécurité et</b> <b>cas particuliers d'application du</b> <b>règlement</b></p>	<p>ERP 3e catégorie de type U</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article GN 4</b> Procédure d'adaptation des règles de sécurité		PM
<b>Article GN 5</b> Etablissement comportant des locaux de types différents		PM
<b>Article GN 6</b> Utilisations exceptionnelles des locaux	Concerne l'exploitant	PM
<b>Article GN 7</b> Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur		SO
<b>Article GN 8</b> Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation	Les falshs lumineux sont-ils prévus dans les sanitaires ?	S
<b>Article GN 9</b> Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants		PM
<b>Article GN 10</b> Application du règlement aux établissements existants		PM
<b>Section 3</b> <b>Contrôles des établissements</b>		
<b>Article GN 11</b> Notification des décisions		PM
<b>Article GN 12</b> Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction	Les PV des matériaux seront à nous transmettre	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Section 4</b> <b>Travaux</b>		
<b>Article GN 13</b> Travaux dangereux	Concerne l'exploitant	PM
<b>Section 5</b> <b>Normalisation</b>		
<b>Article GN 14</b> Conformité aux normes essais de laboratoires	Les PV des matériels seront à nous transmettre	S
<b>LIVRE II</b> <b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b> <b>AUX ÉTABLISSEMENTS DES</b> <b>QUATRE PREMIÈRES</b> <b>CATÉGORIES</b>		
<b>Titre 1</b> <b>DISPOSITIONS GENERALES</b>		
<i>Chapitre 1</i> <i>GENERALITES</i>		
<b>Article GE 1</b> Objet		PM
<b>Section 1</b> <b>Contrôle des établissements</b>		
<b>Article GE 2</b> Dossier de sécurité		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article GE 3</b> Visite de réception	A la demande d'autorisation d'ouverture	PM
<b>Article GE 4</b> Visites périodiques	Concerne l'exploitant	PM
<b>Article GE 5</b> Avis relatif au contrôle de la sécurité	Concerne l'exploitant	PM
<b>Section 2</b> <b>Vérifications techniques</b>		
<b>Article GE 6</b> Généralités		PM
<u>Sous section 1</u> <u>Vérifications techniques assurées par</u> <u>des organismes agréés par le ministre</u> <u>de l'intérieur</u>		
<b>Article GE 7</b> Conditions d'application	Les attendus des autorités compétentes sont à nous transmettre.	S
<b>Article GE 8</b> Types de vérification		PM
<b>Article GE 9</b> Rapports de vérifications		PM
<u>Sous Section 2</u> <u>Vérifications techniques pouvant être</u> <u>assurées par des techniciens</u> <u>compétents</u>		
<b>Article GE 10</b> Obligations des techniciens compétents lors des vérifications		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 2</i> <b>CONSTRUCTION</b> <i>Article CO 1 à Article CO 61</i>		SO
<i>Chapitre 3</i> <b>AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER</b> <i>Article AM 1 à Article AM 20</i>		SO
<i>Chapitre 4</i> <b>DESENFUMAGE</b> <i>Article DF 1 à Article DF 10</i>		SO
<i>Chapitre 5</i> <b>CHAUFFAGE, VENTILATION, REFRIGERATION, CLIMATISATION, CONDITIONNEMENT D'AIR ET INSTALLATION D'EAU CHAUDE SANITAIRE</b> <i>Article CH 1 à Article CH 58</i>		SO
<i>Chapitre 6</i> <b>INSTALLATIONS AUX GAZ COMBUSTIBLES ET AUX HYDROCARBURES LIQUEFIES</b> <i>Article GZ 1 à Article GZ 30</i>		SO
<i>Chapitre 7</i> <b>INSTALLATION ELECTRIQUE</b>		





POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<b>Section 1</b> <b>Généralités</b>		
<b>Article EL 1</b> Objectifs		PM
<b>Article EL 2</b> Documents à fournir	A la charge du maître d'ouvrage.	PM
<b>Article EL 3</b> Définitions		PM
<b>Article EL 4</b> Règles générales		F
§ 4 Poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	A la charge de l'exploitant.	PM
<b>Section 2</b> <b>Règles d'installation</b>		
<b>Article EL 10</b> Canalisations des installations « normal-remplacement »		F
<b>Article EL 11</b> Appareillages et appareils d'utilisation		F
<b>Section 3</b> <b>Installations de sécurité</b>		
<b>Article EL 12</b> Alimentation électrique des installations de sécurité		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article EL 14</b> Alimentation électrique des installations de sécurité à partir d'une dérivation issue du tableau principal		F
<b>Article EL 15</b> Tableaux des installations de sécurité alimentées par une alimentation électrique de sécurité		F
<b>Article EL 16</b> Circuits d'alimentation en énergie des installations de sécurité		F
<b>Article EL 17</b> Signalisations		F
<b>Section 4</b> <b>Maintenance, exploitation et vérifications</b>		
<b>Article EL 18</b> Maintenance, exploitation	A la charge de l'exploitant.	PM
<b>Article EL 19</b> Vérifications techniques	A la charge de l'exploitant.	PM
<i>Chapitre 9</i> <i>ASCENSEURS, ESCALIERS</i> <i>MECANIQUES ET TROTTOIRS</i> <i>ROULANTS</i> <i>Article AS 1 à Article AS 11</i>		SO
<i>Chapitre 10</i> <i>INSTALLATIONS D'APPAREILS DE</i> <i>CUISSON DESTINES A LA</i> <i>RESTAURATION</i> <i>Article GC 1 à Article GC 22</i>		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>Chapitre 11</i> <b>MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE</b></p> <p><b>Section 1</b> <b>Généralités</b></p> <p><b>Article MS 1</b> Différents moyens de secours</p> <p><b>Article MS 2</b> Dispositions particulières</p> <p><b>Article MS 3</b> Documents à fournir</p> <p><b>Section 2</b> <b>Moyens d'extinction</b> <b>Article MS 4 à Article MS 40</b></p> <p><b>Section 3</b> <b>Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers</b></p> <p><b>Article MS 41</b> Affichage du plan de l'établissement</p> <p><b>Article MS 42</b> Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers</p> <p><b>Article MS 43</b> Tours d'incendie</p> <p><b>Article MS 44</b> Trémies d'attaque</p>	<p>A la charge du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant.</p> <p>A prévoir</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>S</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Section 4</b> <b>Service de sécurité d'incendie</b>		
<b>Article MS 45</b> Généralités	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article MS 46</b> Composition et mission du service	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article MS 47</b> Consignes	Les consignes doivent être conformes à la norme NF S 60-303	S
<b>Article MS 48</b> Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article MS 49</b> Service assuré par des sapeurs-pompiers	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article MS 50</b> Poste de sécurité	Poste de sécurité existant	PM
<b>Article MS 51</b> Exercices d'instruction	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article MS 52</b> Présence de l'exploitant	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Section 5</b> <b>Système de sécurité incendie (S.S.I.)</b>		
<b>Article MS 53</b> Objet		F
<b>Article MS 54</b> Zones : terminologie		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article MS 55</b> Conception des zones		F
<u>Sous-Section 1</u> <u>Système de détection incendie</u>		
<b>Article MS 56</b> Principes généraux		F
<b>Article MS 57</b> Contraintes liées au système de détection incendie		PM
<b>Article MS 58</b> Obligations de l'installateur et de l'exploitant	Les matériels de détection automatique d'incendie doivent être admis à la marque NF Matériel de détection d'incendie. Les certificats NF seront à nous transmettre.	PM
<u>Sous-Section 2</u> <u>Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)</u>		
<b>Article MS 59</b> Généralités		PM
<b>Article MS 60</b> Automatismes		F
<u>Sous-Section 3</u> <u>Système d'alarme</u>		
<b>Article MS 61</b> Terminologie		PM
<b>Article MS 62</b> Classement		F
<b>Article MS 63</b> Utilisation de l'alarme générale sélective		F
<b>Article MS 64</b> Principes généraux d'alarme		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article MS 65</b> Conditions générales d'installation		PM
<b>Article MS 66</b> Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2		F
<b>Article MS 67</b> Conditions d'exploitation		PM
<u>Sous-Section 4</u> <u>Entretien et consignes d'exploitation</u>		
<b>Article MS 68</b> Entretien	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article MS 69</b> Consignes d'exploitation	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Section 6</b> <b>Système d'alerte</b>		
<b>Article MS 70</b> Définition, règles générales		PM
<b>Article MS 71</b> Communications radioélectriques	L'attestation de vérification de la continuité des communications radio-électriques en infrastructure doit être établie par un organisme agréé (à fournir à la réception des travaux avant ouverture au public) Cette prestation n'est pas comprise dans la mission SEI	SO
<b>Section 7</b> <b>Entretien, vérifications et contrôles</b>		
<b>Article MS 72</b> Entretien et signalisation	A la charge de l'exploitant	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article MS 73</b> Vérifications techniques		PM
<b>Article MS 74</b> Contrôles	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article MS 75</b> Autres obligations de l'exploitant	A la charge de l'exploitant	PM



**Arrêté du 10 décembre 2004 modifié relatif aux dispositions particulières du type U**

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>LIVRE II</b> <b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b> <b>AUX ÉTABLISSEMENTS DES</b> <b>QUATRE PREMIÈRES</b> <b>CATÉGORIES</b></p> <p><b>TITRE II</b> <b>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</b></p> <p><i>CHAPITRE IX</i> <i>ÉTABLISSEMENTS DU TYPE U</i></p> <p><b>Section 1</b> <b>Généralités</b></p> <p><b>Article U 1</b> Établissements assujettis</p> <p><b>Article U 2</b> Détermination de l'effectif</p> <p><b>Article U 3</b> Produits dangereux</p> <p><b>Article U 4</b> Article abrogé</p> <p><b>Section 2</b> <b>Isolement et implantation</b> <b>Article U 5 à Article U 7</b></p>		<p></p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p>





POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Section 3</b> <b>Construction</b> <b>Article U 8 à Article U 15</b>		SO
<b>Section 4</b> <b>Dégagements</b> <b>Article U 16 à Article U 22</b>		SO
<b>Section 5</b> <b>Aménagements intérieurs</b> <b>Article U 23 à Article U 25</b>		SO
<b>Section 6</b> <b>Désenfumage</b> <b>Article U 26</b>		SO
<b>Section 7</b> <b>Chauffage - ventilation</b> <b>Article U 27</b>		SO
<b>Section 8</b> <b>Appareils de cuisson et de remise en température</b> <b>Article U 28 à Article U 29</b>		SO
<b>Section 9</b> <b>Installations électriques</b> <b>Article U 30</b>		RS
<b>Section 11</b> <b>Dispositions spéciales applicables aux locaux d'AIA</b> <b>Article U 33 à Article U 35</b>		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Section 12</b> <b>ASCENSEURS</b> <b>Article U 36 à Article U 40</b>		SO
<b>Section 13</b> <b>Moyens de secours</b>		
<b>Article U 41</b> Organisation de la sécurité en cas d'incendie	A la charge de l'exploitant	PM
<b>Article U 42</b> Moyens d'extinction		SO
<b>Article U 43</b> Service de sécurité incendie	A la charge de l'exploitant.	PM
<b>Article U 44</b> Système de sécurité incendie	SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1	F
<b>Article U 45</b> Équipement d'alarme	Équipement d'alarme de type 1	F
<b>Article U 46</b> Système d'alerte		F
<b>Article U 47</b> Formation	A la charge de l'exploitant.	PM
<b>Article U 48</b> Consignes et affichage		PM
<b>Section 14</b> <b>Hôpitaux de jour - locaux médicaux de thermalisme</b> <b>Article U 49 à Article U 50</b>		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Section 16</b> <b>Conditions d'installation des gaz</b> <b>médicaux</b> <b>Article U 51 à Article U 64</b>		SO



## 2.4 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE

Risques électriques : Code du travail (articles R.4215-3 à R.4215-17)

POINTS EXAMINÉS	OBSERVATIONS	AVIS
<b>INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES</b>		
<i>INSTALLATION BASSE TENSION</i>		
<b>R.4215-5</b> Protection contre les risques de brûlures et l'échauffement des matériels		F
<b>R.4215-6</b> Choix et protection des matériels contre les surintensités		F
<b>R.4215-7</b> Séparation des sources d'énergie		F
<b>R.4215-9</b> Mode de pose des canalisations		F
<b>R.4215-10</b> Identification et repérage		F
<b>R.4215-11</b> Choix et installation des matériels		F
<b>R.4215-12</b> Locaux ou emplacements à risques d'explosion		SO
<b>R.4215-14 et 15</b> Installations conformes aux normes d'installation		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>R.4215-16</b> Conformité des matériels ayant une fonction de sécurité		PM